



Coalition Avenir Québec

Communiqué
Pour diffusion immédiate

Budgets des municipalités

« Comme prévu, le gouvernement sous-traite une hausse des taxes municipales »

- Mario Laframboise

(Bois-des-Filion, le 9 décembre 2014) – Le porte-parole de la Coalition Avenir Québec en matière d'affaires municipales, Mario Laframboise, constate que, tel qu'il l'avait prédit lors de la signature du pacte fiscal du gouvernement avec les municipalités, le gouvernement libéral sous-traite des hausses de taxes municipales aux municipalités.

Alors que nous apprenons depuis quelques jours que plusieurs villes du Québec augmenteront les taxes municipales de leurs citoyens de plus que l'inflation, il faut se rappeler que le gouvernement, en imposant des compressions de 300 millions de dollars aux municipalités, a décidé de faire porter l'odieux de ces hausses aux municipalités. Selon le porte-parole caquiste, le gouvernement libéral a d'abord embelli la situation financière des municipalités et affirmé qu'elles avaient amplement les moyens d'assumer ces compressions sans augmenter les taxes municipales, puisqu'elles ne représentaient que 1,2 % des revenus des municipalités et que celles-ci disposaient de suffisamment de surplus non affectés pour compenser le manque à gagner. «Ce que la Coalition Avenir Québec a toutefois prouvé, c'est que les compressions annoncées représentent réellement 2,6 % du revenu de taxes des municipalités en moyenne. Il ne faut donc pas se surprendre de voir des municipalités, qui finalisent ces jours-ci leur budget pour 2015, augmenter les taxes municipales de leurs citoyens pour compenser la perte de ces entrées d'argent », explique Mario Laframboise.

Par exemple, pour la Ville de Laval, les compressions qu'elle doit assumer représentent environ 2,4 % de ses revenus de taxes et se traduiront par une augmentation de 1,28 %

des taxes foncières (34 \$ par propriété en moyenne), alors que la ville a également absorbé une partie des compressions, sans quoi la hausse aurait été plus importante encore. À Longueuil, en plus de s'être résolue à piger dans ses surplus dédiés aux investissements afin d'atténuer l'impact direct sur les contribuables, même si cela « met à risque la sécurité financière de la ville », la municipalité devra réduire ses dépenses de 5,6 millions de dollars l'an prochain pour équilibrer son budget, ce qui impliquera fort probablement une réduction de certains services publics, croit Mario Laframboise. « Dans le cas de Longueuil, au moins le quart de l'augmentation est directement attribuable aux compressions imposées par le gouvernement de Philippe Couillard », estime-t-il.

Encore une fois, c'est le manque de courage du gouvernement qui fait en sorte que les contribuables se voient gruger davantage leur pouvoir d'achat. « Le gouvernement Couillard est incapable de contrôler ses dépenses efficacement, sans piger dans les poches des contribuables. On constate encore plus, aujourd'hui, que ce gouvernement n'avait pas de plan pour redresser les finances publiques lorsqu'il a été porté au pouvoir. Depuis que les libéraux sont à la tête de la province, ils naviguent sans boussole en haussant à droite et à gauche les taxes et tarifs des contribuables », déplore le député caquiste. « L'improvisation libérale dans le dossier des municipalités a été telle que la signature du pacte fiscal a eu lieu en plein dans la période où les municipalités finalisent leur budget, ce qui les a forcées à tout revoir, à la dernière minute », a conclu Mario Laframboise.

– 30 –

Source :
Christian Goyer
Directeur de bureau et conseiller politique
450 430-8086